

Enseignement supérieur et recherche, grands absents des réflexions ministérielles... rien n'est moins sûr.

L'enseignement supérieur et la recherche constituent un secteur majeur et décisif de l'activité du ministère de la culture et de la communication. Il comporte en effet une quarantaine d'écoles sous tutelle directe (architecture, art, conservatoires nationaux supérieurs, Institut du patrimoine, école de Chaillot et école du Louvre, école nationale supérieure des métiers de l'image et du son -FEMIS-...) qui accueillent plusieurs dizaines de milliers d'étudiants. Dans le domaine de la recherche, les enjeux sont aussi bien ceux de la préservation et de l'étude du patrimoine, que du renouveau de la création, que de la question de la ville, du logement et de l'architecture. Cette diversité se décline à travers de multiples institutions (INRAP, C2RMF, LRMH, DRASSM, CNP, CNAU, IRCAM, studio national du Fresnoy, écoles d'art, laboratoires et équipes de recherche des écoles d'architecture...).

L'enseignement supérieur et la recherche emploient près de 6000 d'agents et représente des budgets de plusieurs centaines de millions d'euros.

Pourtant, pas une ligne ne lui est consacrée dans les orientations données le 12 décembre 2007 par le conseil de modernisation des politiques publiques qui semble ainsi ignorer superbement un secteur qui structure très fortement l'action du ministère de la culture et qui articule l'objectif d'assurer une formation publique de qualité à des professionnels de haut niveau au plan international.

Dans la lettre de mission adressée le 1^{er} août 2007 à Christine Albanel par Nicolas Sarkozy et François Fillon, l'absence de la recherche et de l'enseignement supérieur se faisait également cruellement sentir. En effet, en dehors de l'injonction vague à rechercher « des collaborations européennes et internationales dans le domaine de l'enseignement artistique supérieur », il n'en était nulle part question...

Les enjeux ne sont cependant pas minces. Ils couvrent l'ensemble des professionnels qui trouvent à s'employer dans tout le secteur de la création ou du patrimoine, mais aussi de l'interprétation ou de la conservation d'œuvres, ou encore de la médiation culturelle ou de l'enseignement artistique avec l'ambition de promouvoir la connaissance et la vulgarisation des trésors du temps passé, l'étude et la restitution des processus de création, l'innovation technique au service des créateurs, ainsi que l'architecture, secteur décisif pour l'amélioration du cadre de vie, du logement, de l'urbanisme et du développement durable.

Passer ainsi sous silence un pan entier des missions du ministère est de mauvais augure pour le sort qui lui sera ensuite réservé dans le train des réformes qui vont prochainement se mettre en place.

D'autant que les quatre ou cinq directions d'administration centrale autour desquelles devrait se re-structurer le ministère ne laisseraient semble-t-il que peu de place aux enjeux de l'enseignement et de la recherche...

Le fait est, que les logiques de l'enseignement supérieur et de la recherche dérangent : elles ne sont pas en phase avec l'ordre établi mais le menacent, car elles offrent un point de vue critique et des instruments d'analyse objectifs sur les pratiques politiques, que celles-ci appartiennent au passé ou à l'actualité.

Le champ culturel en soi inquiète le pouvoir en place qui aurait bien aimé faire l'économie d'un ministère de la culture dans l'actuel gouvernement. En revanche, il pourrait fort bien s'accommoder d'une culture réduite à des visions comptables et mercantiles, soigneusement cantonnée aux industries culturelles, au tourisme et au spectacle.

Pour entrer en résistance contre ces tentations sombres et inquiétantes il est temps que les personnels concernés construisent ensemble l'architecture d'un service public fort et cohérent pour l'enseignement supérieur et la recherche au sein du ministère de la culture, et **la CGT-Culture affirme, depuis bien longtemps et bien avant la RGPP, qu'il serait judicieux de créer une grande Direction de la Recherche et de l'Enseignement au Ministère de la Culture.**

Il faut aujourd'hui ouvrir à nouveau le front des établissements d'enseignement supérieur et remettre sur le métier la question de l'accueil matériel des étudiants, celle de leur condition sociale (bourses, logement, restauration...), la structuration de l'enseignement (LMD), relancer la question des effectifs, pour toutes les catégories de personnel, les revendications statutaires, là aussi pour l'ensemble des filières d'enseignement et de recherche, administratives et techniques.

Le travail et la lutte à enclencher sont d'envergure mais les enjeux ne méritent-ils pas un engagement et des efforts entrepris sans défaillir ? Pour ce qui la concerne, la CGT-Culture sera au service et aux côtés des personnels pour faire entendre leur voix et combattre les dangereuses orientations révélées de Nicolas Sarkozy.

Devant ces enjeux cruciaux, et face aux assauts de l'idéologie ultra-libérale dans toute sa « splendeur », la CGT-Culture a clairement choisi son camp.

Dans le cadre d'un service public qui se doit d'être défendu et renforcé, elle affirme qu'il y a bien une place irremplaçable pour le ministère de la culture, outil de toutes et tous.

Ensemble, acteurs, professionnels et personnels de la culture, le temps de la contre-offensive est venu pour arrêter le bras des casseurs !